

LE



CAVALAME

JOURNAL INDÉPENDANT FONDÉ PAR HABIB OULD MAHFOUDH - ÉDITION FRANÇAISE - ONZIÈME ANNÉE - NUMÉRO 405 DU 13 AOÛT 2003 - 200 UM - 500 FCFA

Ould Mah soutient Ould Taya et charge l'opposition

Mohamed Mahmoud Ould Mah, Secrétaire général de l'ancienne Union Populaire Sociale et Démocrate (UPSD, gelé depuis cinq années) a tenu ce lundi un point de presse pour révéler sa décision de soutenir le président Ould Taya lors de la prochaine élection présidentielle du 07 novembre. Cinq ans après avoir gelé les activités de son parti, Ould Mah revient... en retournant sa veste.

Le bureau politique de l'UPSD, élargi à certains responsables régionaux a pris selon son secrétaire général, au cours de sa réunion du 10 août 2003 consacrée à l'élection présidentielle en perspective, a pris la décision de soutenir le candidat Ould Taya. C'est ce qui ressort de la déclaration rendue publique au cours de la conférence de presse de Ould Mah.

Cette décision découle, selon lui, "d'une analyse approfondie de la situation politique, économique et sociale nationale et internationale". Les membres du bureau politique ont étudié deux questions qui ont justement présidé à ce choix. A savoir le parti doit-il ou non présenter un candidat? La réponse est, selon la déclaration: "Non". En effet, le parti qui n'a repris ses activités, gelées depuis cinq ans, que le 31 décembre 2002, "ne pouvait assurer une implantation de ses structures susceptibles de supporter une campagne présidentielle", a justifié son chef. La seule question inscrite à l'ordre du jour était de savoir si le parti devait s'abstenir ou soutenir un candidat. A cette question, le bureau politique a rejeté, dit le communiqué, l'idée de l'abstention, "qui équivaldrait à poursuivre le gel des activités du parti"

"Le mal, c'est l'opposition"

Dès lors s'impose le choix d'un candidat à soutenir. Le Secrétaire général du parti procède alors par une approche comparative entre le pouvoir et l'opposition. Ce qui conduit Mohamed Mahmoud Ould Mah à constater que "l'opposition n'était pas porteuse d'un projet de société pour le peuple Mauritanien dans sa globalité. Au contraire, s'indigne-t-il, elle est préoccupée de façon sectorielle, de la défense des intérêts du groupe social, de l'ethnie ou de la sensibilité dont se réclame chaque parti". Par ailleurs, le conférencier s'offusque du fait que "cette opposition soit incapable de présenter un candidat unique issu de ses propres rangs. Pire, ajoute-t-il, elle s'est enlisée dans un cadre de coordination, désormais transformé en un tournoi éliminatoire de tous les leaders qui ne se laissent pas embrigader".

A l'autre extrémité se trouve le candidat Ould Taya sur lequel s'est porté le choix de l'UPSD. Ould Mah loue "la réalpolitik de Ould Taya". Il a su ne pas "être contre ceux qui font et défont les États". Aussi a-t-il fait "passer les intérêts supérieurs de l'État mauritanien, au détriment des considérations d'ordre personnel, ou sentimental". Les discours démagogiques et électoralistes et les envolées révolutionnaires qui caractérisent si souvent les challengers et les hommes qui viennent d'une opposition radicale ne sont pas fondés, le contexte international dictant à tout le monde la soumission au diktat américain, a dit en substance Ould Mah. Même la France, grande puissance, n'a pas pu, ajoute Mohamed Mahmoud Ould Mah, "tenir tête à cette situation".

S'agissant de la politique économique, l'UPSD fait amende honorable au candidat Ould Taya parce que, dit le conférencier, "la Mauritanie fait partie de tous ces pays contraints à la politique de l'ajustement structurel imposé par la Banque mondiale, le FMI et l'OMC, qui sont eux-mêmes les instruments du

nouvel ordre mondial". Néanmoins, souligne Ould Mah, "le pays compte d'importantes réalisations qui auraient pu être encore plus importantes, si elles n'avaient pas été détournées de leur impacts sociaux par des hommes dont le seul souci était l'enrichissement, le clientélisme". Par ailleurs, Ould Mah s'en prend ouvertement à la candidature de Mohamed Khouna Ould Haïdalla que la déclaration rend en ces termes: "le programme d'un autre candidat déclaré". Selon lui, "un régime parlementaire, type Berlusconi en Italie, ou type 4ème république française où cohabiteraient un président et un premier ministre n'appartenant pas au même parti politique, n'est pas la solution appropriée aux différents défis auxquels est confrontée la société mauritanienne". Dans le cas d'une telle situation, les problèmes ne manqueront pas et ce à cause de la versatilité des députés mauritaniens connus pour leur transhumance politique", a prédit Ould Mah. Pour ce qui est de la réduction du mandat présidentiel de 6 à 5 ans, avec "l'intention de ce candidat" de ne pas demander le renouvellement, le conférencier se demande comment, en 5 ans, peut-on apporter un changement à un pays en crise, surtout quand la politique économique vous échappe (ajustement structurel oblige)". Ould Mah s'interroge également sur le fait de savoir si "l'on peut renoncer à l'ajustement structurel sans faire de notre pays un ennemi des tenants du nouvel ordre mondial".

A la question de savoir s'il compte être d'un apport certain pour Ould Taya, vu ses résultats électoraux par le passé, Ould Mah s'insurge en disant que "les résultats ne sont pas une image statique et qu'ils ne sont guère fiables à cause de la proportion de fraude électorale à l'époque". Peut-être qu'avec Ould Mah de l'autre côté (de la ligne qui sépare pouvoir de l'opposition), on assistera à des élections libres et transparentes.